



Mesdames et Messieurs,

Chers collègues,

Pour ouvrir cette dernière session de l'année, je ne vais pas m'étendre sur le contexte que nous vivons, d'autant plus que j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet lors du repas des maires il y a quinze jours.

Je soulignerai simplement que, durant ces deux semaines, la France a réussi ce tour de force fabuleux de donner, à la fois l'exemple du meilleur avec l'expertise, la virtuosité et même le génie de ses artisans et bâtisseurs de cathédrales, et l'exemple du pire avec l'irresponsabilité des députés de la Nation, préoccupés par des querelles d'égo et des jeux de pouvoir, en totale déconnexion avec les réalités économiques, sociales, territoriales et même géopolitiques du pays.

Grand courage, grand talent, grand dévouement aussi, pour les uns, petits calculs, petits intérêts, petites ambitions pour les autres. Fierté d'un côté, désolation de l'autre. La France rayonne à l'international, et s'assombrit dans les travées de l'Assemblée Nationale. C'est la nouvelle version du « en même temps » !

Et au cœur de ce paradoxe, le Président Macron, capable de relever le défi immense d'une restauration de la cathédrale en seulement 5 ans, de rester avec un leadership affirmé pour accueillir les leaders du monde entier, et dans le même temps de commettre l'erreur stratégique de dissoudre l'Assemblée Nationale... Tout le monde fustige, et à raison, cette décision précipitée.

Mais au fond, le véritable drame, n'est-ce pas plutôt celui de l'ampleur et la gravité de la division de notre pays, dont la dissolution n'a été qu'un révélateur ? C'est ça le véritable problème dont on ne se préoccupe pas assez, et qui finira par devenir le nôtre aussi, en tant qu'élus locaux. Et sur ce sujet, les responsables sont nombreux, à commencer par les partis extrémistes, évidemment, dont les mensonges alimentent la division. En promettant le beurre et l'argent du beurre, ils attisent les aigreurs, la colère et la violence.

Mais malheureusement, ce cynisme, l'arme fatale des extrêmes, a fini par se propager dans toutes les forces politiques sans exceptions.

Gagné par la peur de perdre les élections, on ne trouve plus beaucoup d'hommes ou de femmes politiques porteurs d'une parole franche. Chacun préfère préserver sa popularité et son petit pouvoir en sacrifiant la vérité. Et peu importe si on conduit le pays dans le mur, une seule chose compte : gagner la prochaine élection !

L'urgence aujourd'hui est à la recherche évidente de compromis pour doter la France d'un budget. Mais le chantier de fond restera celui de la reconstruction de l'unité d'un pays totalement déchiré.

Pour recoller les morceaux, il faudra que les forces politiques fassent le choix de rompre avec le mensonge, la démagogie, le cynisme, et de renouer avec le principe de réalité et une morale de la responsabilité. Et ça, ça nous concerne tous. Vérité, réalité, responsabilité, ce sont les principes incontournables d'une action politique constructive.

Enfin, pour revenir sur le fond des dossiers qui nous occupent aujourd'hui, nous allons, comme chaque année à la même période, adopter un pré-budget qui nous permettra d'assurer une continuité des services pendant les trois premiers mois de l'année 2025. Pas de changement pour nous puisque nous procédons ainsi depuis plusieurs années déjà. C'est la méthode que j'ai choisie pour nous permettre d'adopter chaque année un budget qui soit le plus précis et le plus sincère possible.

Cette année, ce calendrier nous permettra d'attendre la clarification des dotations de l'Etat.

L'incertitude n'a, sans doute, jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui.

Le projet de budget Barnier demandait un effort aux Collectivités Locales de 5 milliards d'euros, ramenés à 2 milliards par le Sénat.

Qu'en sera-t-il demain ? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit nous devons préparer les orientations budgétaires, en gardant à l'esprit la nécessité invariable de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de soutenir une politique dynamique d'investissement.

Je vous remercie pour votre attention et vous propose de passer immédiatement à l'examen des dossiers.

Michel PÉLIEU, Président du Département des Hautes-Pyrénées